



Vendôme : l'étonnante élection municipale de 1953

JEAN-JACQUES LOISEL

Résumé : *Dans le microcosme politique d'une petite cité provinciale – Vendôme – le brouillage des rapports de forces politiques par des ambitions personnelles et de vieilles rancœurs livra le fauteuil du maire au socialiste Gérard Yvon, en 1953. Les sensibilités et courants de la droite modérée auraient dû s'imposer sans problème, forts des références de leurs dirigeants locaux autour de Gabriel Chevallier, Louis Mouillère et Louis Gaspard. Mais le temps de la Résistance s'éloignait, son esprit d'union sacrée s'étiolait au milieu des manœuvres politiciennes : l'électorat ne s'y trompa pas qui donna carte blanche à un homme neuf.*

Mots-clés : *D^r Chevallier, Gérard Yvon, Louis Mouillère, Louis Gaspard, Raymond Hamel, Histoire municipale (1945-1953), RPF, MRP, SFIO, PCF.*

Des protagonistes qui viennent souvent de loin

GABRIEL CHEVALLIER

Gabriel Chevallier, né le 6 octobre 1880 à Gaillefontaine (Seine Maritime), entreprit des études de médecine qu'il termina comme interne des hôpitaux de Paris.

Le 4 juillet 1910 il fut agréé comme chirurgien à l'hôpital de Vendôme. Sa forte personnalité aidant, des frictions ne tardèrent pas à se produire tant avec d'autres médecins qu'avec des infirmières. L'éclatement de la Première Guerre mondiale définit de nouvelles priorités : il fallait mettre sous le boisseau les querelles intestines, exigence patriotique à laquelle G. Chevallier se plia jusqu'à son affectation militaire hors région, en juillet 1915.

En avril 1919, le D^r Chevallier était de retour à Vendôme. Une de ses premières initiatives fut de créer sa propre clinique. Le projet, lancé depuis des années, avait été contrarié par la guerre. Des échanges à fleurets mouchetés avec les uns ou les autres pourraient expliquer la création d'un second service de chirurgie à l'hôpital. Le 17 mai 1922, *M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le D^r Errard, ancien interne en chirurgie des Hôpitaux de Paris, lequel s'installe comme chirurgien à Vendôme, et demande à être chargé d'un service chirurgical à l'Hôpital.* La réponse fut positive. En octobre 1923, un premier litige entre les deux services de chirurgie trouva écho auprès de l'administration.

Un temps fort de ce que l'on pourrait appeler la « guerre des bistouris » fut une offensive du D^r Errard, signalant dans une lettre du 10 juillet 1929 que son service était saturé ; il demandait le déplacement de la radiographie qui lui procurerait quelques lits supplémentaires. Le 29 juillet, l'administration confirma le

surpeuplement, officialisant une préférence des patients pour le D^r Errard !

Au début de 1938, la commission approuva une permutation des services de chirurgie. La réaction de G. Chevallier fut vive. L'affaire déborda hors des murs de l'hôpital. Le 3 mars 1938, l'inspecteur de l'Assistance publique rendait son rapport *sur certains errements qui se seraient manifestés dans les services de chirurgie de l'hôpital-hospice de Vendôme et notamment dans le service de M. le D^r Chevallier*¹. Un abcès récurrent empoisonnait la vie des services chirurgicaux : depuis longtemps, G. Chevallier faisait appel à son épouse Marthe, elle-même médecin, pour l'assister dans les anesthésies. Il maintint cette pratique contre l'avis de l'administration et, en octobre 1938, fut suspendu pour trois mois. À la fin de l'été 1939, la situation avait bien changé : la guerre était là, le D^r Errard et d'autres médecins étaient mobilisés. G. Chevallier retrouva son épouse comme aide de chirurgie. Celle-ci fut la véritable héroïne du secours hospitalier lors de la tragédie des 15-16 juin 1940 qui déversa des flots de blessés dans un hôpital en partie déserté.

G. Chevallier prêta son concours à la Résistance. Un accrochage sanglant à Crucheray, dans la nuit du 18 au 19 juillet 1944, fit plusieurs morts allemands et trois parmi les FFI ; G. Rigollet écrit : *Le jeune Lefever, de Courgenard (Sarthe), une balle dans le poumon, a pu être transporté à la clinique du D^r Chevallier. Après l'avoir opéré, le chirurgien lui fournira des vêtements d'infirmière*. De même, à propos de la fusillade de résistants dans la carrière de Pontijou, l'ouvrage *La Résistance en Loir-et-Cher évoque le cas du docteur Cadillac de Selommes, qui recueillit et soigna les deux rescapés de la tuerie de Pontijou, Guy Robin et Léon Michel le 13 juin 1944 et les dirigea sur la clinique du docteur Chevallier de Vendôme*.

LOUIS MOUILLÈRE

Le dossier « Louis Mouillère », aux Archives municipales de Vendôme, exhale surtout un parfum d'hortensia. Dans la tradition de son père Émile, l'horticulteur se passionnait pour cette fleur et leurs créations jouissaient d'une notoriété internationale². Nombreux étaient les noms qui célébraient le patrimoine régional : « Ronsard », « Ville de Vendôme », « Rochambeau », « Le Loir », etc. La variété « Madame Émile Mouillère » reste une référence pour les hortensias blancs.

Louis Mouillère, né le 5 janvier 1889 à Villefrancœur (Loir-et-Cher), fit connaissance avec Vendôme en 1896. Formé par son père, puis associé à l'activité de l'exploitation horticole, Louis en devint seul responsable après le décès d'Émile en février 1935. Élu au conseil municipal de Vendôme en 1925, adjoint au maire à



Fig. 1 : Louis Mouillère (coll. part).

partir de mai 1929 et jusqu'en 1943, il ne fit guère parler de lui avant la guerre. À l'automne 1943, à la suite d'arrestations dont Jean Émond fut la plus célèbre victime, Alphonse Collin, maire de Vendôme, incarcéré pendant un mois, s'enfuit du département quelques jours après sa libération. Le 17 janvier 1944, par délégation, Mouillère, son premier adjoint, fut nommé maire. Il fit un discours d'investiture sans citer une seule fois le maréchal Pétain et affirma : *Nous ne ferons ici que de l'administration, rien que de l'administration* (fig. 1).

En février 1944, lorsqu'éclata l'affaire des « aviateurs américains », Mouillère fut arrêté et relâché presque aussitôt ; mais par solidarité, son conseil municipal démissionna et le 30 mars, sous influence de l'autorité allemande, une Délégation spéciale fut nommée avec un noyau d'authentiques collaborateurs autour de J. Dengremont. Dans le discours qu'il prononça aux obsèques de L. Mouillère, Gérard Yvon évoqua ainsi cet épisode : *Aussi quand il fallut, dans des moments tragiques, trouver un responsable de qualité pour prendre le gouvernail de la ville, ce fut tout naturellement vers lui que l'administration préfectorale se tourna. Sachant les terribles responsabilités qu'il aurait à assumer, il ne se déroba pas au devoir à accomplir. Sa connaissance parfaite de la langue allemande facilita les rapports entre ses compatriotes et l'occupant, mais son patriotisme ombrageux souffrait de voir sa patrie enchaînée. Après une mission délicate, il fut arrêté, emprisonné et révoqué par les Allemands un mois avant l'assaut final qui devait nous délivrer*³. Dès 1945, Mouillère fut de retour dans l'arène municipale.

GEORGES GUIMOND

À partir du 1^{er} avril 1921, le D^r Guimond fut pharmacien de l'hôpital de Vendôme. C'était le début d'une longue cohabitation avec le D^r Chevallier, qui ne fut pas toujours sans nuages. Le pharmacien prit souvent

1. Archives du centre hospitalier de Vendôme.

2. EBEL (M.) – *Hydrangea et hortensias*, Paris, 1947 [dossier « Louis Mouillère », Archives municipales de Vendôme.

3. *Le Vendômois*, 17 octobre 1963. Gérard Yvon semble en contradiction avec les sources disponibles pour la date du remplacement de L. Mouillère.



Fig. 2 : Georges Guimond présidant une cérémonie après la Libération (coll. ISV).

des positions opposées à son confrère, notamment lors de la crise de 1938 (fig. 2).

En mai 1942, un parfum de scandale flottait au-dessus de la pharmacie de l'hôpital. Le 13, la commission vérifia les comptes mensuels des sorties de médicaments. Des produits semblaient s'être évaporés et d'autres figuraient en excès. Le 18 août, la démission de G. Guimond fut acceptée à l'unanimité. Celui-ci dut vivre deux ans avec l'opprobre au front. Lors de la libération de Vendôme, il fut nommé maire de la ville et l'on sut enfin que sa « fraude » était un prélèvement de médicaments au détriment des occupants et en faveur des résistants. Le secret était la clé de la réussite de l'action clandestine.

LOUIS GASPARD

Il est né le 22 février 1899 à Balagny-sur-Thérain (Oise). Banquier, il adhéra dès 1941 au groupe de résistance A, organisé autour du maire de Vendôme A. Collin. Arrêté en mai 1943, il fut brièvement incarcéré à Blois, puis reprit son action clandestine : mais en février 1944, son groupe fut décimé à la suite de l'affaire dite « des aviateurs américains ». Gaspard parvint à fuir, mais son épouse fut arrêtée et mourut en déportation.

À la Libération, il fut nommé adjoint au maire de Vendôme. Dans son article nécrologique, G. Rigollet écrit : *À la Libération, Louis Gaspard devenait adjoint au maire et il se lançait alors dans la politique, militant dans les rangs des Indépendants de Robert Bruyneel, député, ministre et vice-président de l'Assemblée nationale*⁴. Cependant, tout indique qu'il fut avant tout un militant gaulliste, notamment sous la bannière du RPF.

4. « Monsieur Louis Gaspard », *La Renaissance du Loir-et-Cher*, 5 novembre 1993.

ÉDOUARD MASSÉ

Né en juillet 1891, il fut minotier à Vendôme dans son moulin de la rue du Change. Officier d'artillerie en 14-18, il reçut la croix de guerre avec trois citations ; mobilisé en 1939, il fut promu capitaine. De retour à la vie civile, il participa à la Résistance et aida nombre de Vendômois en échangeant de la farine contre du blé ; il fut membre du comité de Libération. Ami proche du D^r Guimond, bien que d'opinions politiques opposées, il accepta de figurer sur sa liste aux élections municipales de 1945 ; élu, il devint deuxième adjoint. En 1947, Guimond, qui se retirait, le poussa à nouveau : élu avec le plus grand nombre de voix, il prit le poste de maire.

Massé était réputé pour son franc-parler, mais sous l'écorce bourrue se dissimulait un homme de cœur, ce que prouvait son comportement sous l'Occupation. Son caractère laissait prévoir des chocs rugueux avec G. Chevallier, premier adjoint. Les murs résonnent encore de certains éclats et le maire se fatigua des longues arguties du chirurgien et de quelques autres : *Mais bien vite, il s'aperçut que cela n'était pas sa voie, que le poste de premier magistrat de la Cité était trop austère, et du peu de disposition que lui inspiraient les discussions longues, futiles et non constructives du conseil municipal*⁵. D'où sa démission au début de 1950, tout en restant conseiller municipal.

RAYMOND HAMEL

Né en 1912 à Paris, Raymond Hamel fit connaissance avec le Loir-et-Cher à l'occasion de son service militaire à Blois. Il s'installa à Vendôme comme géomètre du cadastre. Son activité professionnelle en fit un excellent connaisseur du Vendômois. Avant la guerre, il appartint à la tendance « Camille Pelletan » du parti radical, la plus marquée à gauche. Il se fit connaître par des articles incisifs dans *Le Progrès de Loir-et-Cher*, organe du Front populaire (fig. 3).

La guerre venue, il fut capturé et interné au camp de Mailly en 1940. Il réussit à s'évader et devint militant communiste. Arrêté, il fut déporté de juin 1943 à mai 1945. Dès son retour il fut un des animateurs de la propagande communiste en Vendômois et conseiller municipal de 1947 à 1959. Sa connaissance des dossiers techniques donnait du fil à retordre à G. Chevallier qui était aussi un maître en la matière : d'où des échanges vifs, symptomatiques du climat de franchise – au sens diplomatique du terme – et de respect mutuel qui régnait au sein du conseil municipal. Ambiance héritée du combat commun mené dans l'ombre de l'Occupation. Les propos devenaient plus nerveux lorsque le sujet était essentiellement politique. L'article nécrologique publié par *La Nouvelle République* du 27 février 1996 le décrit ainsi : *Affable et d'une grande courtoisie, ayant le sens du dialogue, Raymond Hamel a été fidèle*

5. Dossier « Édouard Massé », Archives municipales de Vendôme.



Fig. 3 : Raymond Hamel (coll. J.-P. Hamel).

à son engagement politique. Sa conviction profonde mais sans sectarisme l'aidait à prendre parfois des allures de tribun.

FRANCE ÉMOND

Médecin, France Émond entra dans la vie municipale en 1945, un peu par procuration. Elle était arrivée à Vendôme en 1937 avec son mari nommé professeur-adjoint au lycée Ronsard. Jean Émond fut un militant socialiste actif, rédacteur d'éditoriaux dans *Le Progrès de Loir-et-Cher* : il y critiqua ouvertement les accords de Munich. La guerre venue, il prit le chemin de la Résistance, au sein du groupe « Libération-Nord ». Il fut arrêté le 28 novembre 1943 ainsi que son père et son épouse. Jean et Lucien Émond moururent en déportation, France fut déportée à Ravensbrück, à Bergen-Belsen et ne revint à Vendôme qu'en mai 1945. L'avis officiel de décès de J. Émond parut seulement dans *Le Vendômois* le 4 octobre 1945 : c'est pourquoi il figurait parmi les candidats aux élections municipales d'avril 1945 ; qualifié « déporté », il fut d'ailleurs élu. Aux suivantes, en octobre 1947, France Émond reprit le flambeau, dirigeant la liste socialiste et devenant conseillère municipale (fig. 4).

Aucune de ces personnalités n'avait entamé une carrière politique avant guerre. Pour tous, en 1945, une nouvelle page de leur biographie pouvait s'écrire : les plus âgés attendaient un couronnement, les plus jeunes un avenir prometteur ; les appétits étaient aiguisés, les couteaux sortis du vestiaire.



Fig. 4 : France et Jean Émond (coll. part).

1945-1950 : l'esprit de la Résistance s'en va... Celui de la politique revient

DÉJÀ DES DISSENSIONS À DROITE

La Libération avait placé à la tête des municipalités des personnes issues de la Résistance, comme G. Guimond à Vendôme. Cette transition prit fin avec les élections municipales d'avril 1945. G. Chevallier y fit ses premières armes dans l'arène politique. Deux listes étaient en présence : l'une, présentée par le comité de Libération, était présidée par le maire sortant. Chevallier y apparaissait en troisième position. On y trouvait des figures de la Résistance locale : A. Dheilly ; P. Dujardin ; H. Le Fur ; L. Gaspard, A. Péricat, etc. La liste comprenait encore la veuve du commandant Verrier, récemment assassiné ; J. Émond, toujours considéré comme déporté ; la seconde, dite « d'union républicaine et d'action sociale », était conduite par l'horticulteur L. Mouillère.

À l'issue du premier tour, quinze conseillers furent élus. Le D^r Chevallier arrivait en tête avec 3 243 voix, suivi d'É. Massé, de R. Lorcet, du charpentier A. Fisseau, de L. Gaspard. Venaient encore G. Guimond, Mme Verrier, J. Émond, P. Dujardin... Tous appartenaient à la liste du comité de Libération, sauf Mouillère élu en dernière position. Le D^r Guimond retrouva son fauteuil de maire, flanqué de quatre adjoints : Chevallier, Massé, Péricat et Gaspard.

G. Chevallier était désormais un militant actif du MRP : fondé en novembre 1944, le Mouvement républicain populaire répondait à l'ancienne aspiration d'une partie de l'électorat catholique, soucieuse de préserver ses valeurs spirituelles, mais aussi d'œuvrer au progrès social. Rapidement, il fut à nouveau en campagne, pour des élections cantonales. L'affrontement, fratricide pour la municipalité de Vendôme, opposa le maire à deux de ses adjoints : Chevallier et Gaspard. Le chirurgien l'emporta, mais ce genre de compétition ne pouvait que laisser des aigreurs.

Le 21 octobre 1945 eurent lieu les premières élections législatives d'après-guerre. Face aux deux grands partis de gauche, le MRP comptait bien se fortifier sur

les cendres d'une droite souvent compromise par son passé vichyste et sur les vestiges du parti radical incarnant la gloire désuète d'une III^e République déchuée. Les trois partis dominants au niveau national le furent aussi en Loir-et-Cher :

- Parti socialiste SFIO
30 593 suffrages – Député : Robert Mauger ;
- Parti communiste français
30 075 suffrages – Député : Bernard Paumier ;
- Mouvement républicain populaire
28 723 suffrages – Député : Gabriel Chevallier ;
- Défense républicaine
26 934 suffrages – Député : Robert Bruyneel.

Toutefois, la droite (Défense républicaine) faisait bonne figure.

Le 5 mai 1946, ce fut le référendum sur le texte de la Constitution : 10 584 359 « non », 9 454 034 « oui », au terme d'une campagne où PCF et MRP s'étaient vivement affrontés, De Gaulle gardant le silence, les partis de gauche connurent leur premier échec électoral depuis la Libération et dans la foulée, on entra en campagne pour une nouvelle Constituante. La concurrence était rude. Le PCF alignait B. Paumier, député sortant, membre du comité central du parti ; Lucien Jardel, ancien responsable des FTP. La SFIO était représentée par K. Loustau ; G. Rigollet, secrétaire administratif de la Fédération socialiste de Loir-et-Cher. Au Parti républicain de la liberté (PRL), on remarquait R. Bruyneel, député sortant et L. Gaspard. G. Chevallier décida de laisser à A. Burlot la première place sur la liste MRP. Les résultats du Loir-et-Cher montrèrent clairement le tassement du MRP au profit du PRL :

Parti	Suffrages	Élus
PRL	38 223	Robert Bruyneel
PCF	30 488	Bernard Paumier
SFIO	23 982	Kléber Loustau
MRP	20 911	André Burlot

Le département s'inscrivait en relative contradiction avec le vote national à propos duquel *La Nouvelle République* du 4 juin n'hésitait pas à affirmer : *Incontestablement, le MRP est le grand vainqueur inattendu de ce scrutin.* Au-delà du classique affrontement droite-gauche, il était clair que la division entre le MRP et le courant gaulliste, si elle persistait, était la meilleure chance pour la gauche de gagner des élections locales.

LA RIVALITÉ RPF-MRP

Un épisode politique majeur s'est joué le 20 janvier 1946 ; devant presque tous les ministres, le général De Gaulle prit la parole : *Ma mission est terminée. J'avais entrepris de libérer la France avec l'armée française, sous l'autorité d'un gouvernement français. La France est libérée, le gouvernement est installé dans la capitale, la légalité républicaine est rétablie. La*

tâche que je m'étais assignée est accomplie. Au début du printemps 1947, un nouvel élément intervint sur l'échiquier politique, toujours à l'initiative de De Gaulle : *Le RPF qui naît officiellement le 14 avril peut donc séduire des publics divers, anciens des réseaux de Londres qui se remobilisent dans la joie, « travaillistes » déçus qui se souviennent des ordonnances sociales de 1944-1945 et surtout une vaste clientèle à ponctionner sur le MRP, le centre et la droite, grâce aux thèmes nationalistes, aux appels à la liberté et à l'anticommunisme affiché dès le premier jour.*

Les dirigeants du MRP sentirent immédiatement le danger de ce « rassemblement » qui pouvait enlever à leur parti beaucoup de militants et d'électeurs lors des prochaines élections municipales : en effet, nombreux étaient ceux qui, à l'instar de G. Chevallier, s'étaient réclamés du général De Gaulle « première manière », l'animateur de la Résistance et le principal artisan de la Libération.

À Vendôme, la constitution de la liste MRP posa problème, surtout quand il fut question d'y accueillir des candidats comme l'horticulteur Mouillère ; celui-ci, après une tentative pour constituer une liste d'union, cherchait une case. Un document manuscrit des archives de G. Chevallier garde la trace des calculs et des réticences : *Arguments pour ne pas donner à M. Mouillère la 2^e place sur la liste. Ce qui ne veut pas dire qu'on l'exclue de la mairie (cela, c'est l'affaire des électeurs). 1° Son attitude aux dernières élections qui a abouti à l'élection de Guimond. Et qui lui a fait donner le mot d'ordre : n'importe qui, mais pas le D^r Chevallier. 2° Argument qu'il a donné à Gaspard : faites une liste, cela sera plus facile pour combattre le D^r Chevallier. [...]*

Un puissant antagonisme existait donc entre L. Mouillère et G. Chevallier : alors qu'ils figuraient sur la même liste, R. Lorcet – leur colistier – n'hésitait pas à affirmer que le premier voterait contre le second en cas de candidature à la mairie !

La « liste de RPF et de défense des intérêts vendômois » était conduite par É. Massé, adjoint sortant ; en seconde position venait L. Gaspard ; ils menaient une *équipe de braves gens*, comme le proclamait la profession de foi. Le RPF sortit largement vainqueur de ce scrutin ; Chevallier connut même la petite vexation d'être légèrement dépassé par Mouillère.

Massé devenu maire, Chevallier retrouva son poste d'adjoint. Aux cantonales de 1949, il mit dans sa poche le drapeau du MRP, qu'il avait porté haut dans les élections précédentes mais dont il mesurait sans doute les limites mobilisatrices (le repli du MRP était d'ailleurs un phénomène politique d'ampleur nationale). Le conseiller général sortant retrouvait sur sa route une vieille connaissance : le D^r Guimond. Celui-ci se présentant comme candidat indépendant ne mâchait pas ses critiques. Nettement distancé au premier tour, il encouragea une candidature... Mouillère.

Le résultat du second tour fut sans appel et sans surprise : D^r Chevallier : 3 859 voix ; R. Hamel : 2 026 ; L. Mouillère : 1 266.

RPF	PCF	MRP	SFIO
Massé*, 3288*	Boulay (M.), 1847	Mouillère, 1653	Émond, 911
Gaspard, 3106	Péricat, 1627	Lorcet, 1605	Violette, 686
Leleu (Julien), 2583	Verny, 1455	Chevallier, 1591	Pilon, 674
Cormier, 2562	Rispail, 1355	Fisseau, 1510	Noulin, 615
Dujardin, 2554	Hamel, 1355	Tricaud, 1450	Richet-Dalmon, 572
Savoire, 2473	Souriau, 1235	Croyère, 1355	Goussery, 566
Esnault, 2226	Gaubert, 1134	Daviau, 972	Rougeron, 505
Dattin, 2206	Bisault, 1132	Bourgoin, 944	Alvezard, 498
Boulay (R.), 2150	Guillon, 1109	Verrier, 922	Bellanger, 478
Saget, 2139	Trébuquet, 1108	Granger, 804	Suteau, 469
Beauvallet, 2066	Bouvard, 1097	Philippe, 773	Hémond, 466
Gauthier, 2036	Le Fur, 1079	Colas, 767	Guin, 461

1950-1953 : un demi-mandat de maire pour Gabriel Chevallier

UNE INSTALLATION IMPRÉVUE

L'Indépendant de Loir-et-Cher du 10 février 1950 donne quelques explications sur la démission d'É. Massé de son poste de maire : *M. Massé était très estimé à Vendôme, où son passage à la Mairie avait mis en valeur de remarquables qualités d'administrateur. Ce n'est pas, comme on l'a annoncé trop hardiment à la suite d'un différend quelconque entre lui et son Conseil municipal qu'il a été amené à prendre cette décision, mais uniquement pour des raisons d'ordre strictement personnel.*

Les archives de G. Chevallier contiennent un résumé manuscrit des douze premiers jours de février 1950. Il reflète le climat et les manœuvres qui accompagnèrent la transition : *M. Édouard Massé, maire de Vendôme, a démissionné le 31 janvier. Nous sommes allés ensemble chez le sous-préfet et nous avons insisté tous les deux pour qu'il retire sa démission.*

1^{er} février. Il a seulement consenti à réunir ses adjoints le lendemain à la mairie devant M. le Sous-préfet, pour étudier la situation. M. Gaspard a déclaré qu'il était le second élu de la majorité et a envisagé l'avenir. Il n'a pas le temps, il travaille 16 heures par jour. Il reste deux candidatures possibles, de la même liste : Mouillère, Chevallier. Si le D^r Chevallier a le temps... Sinon Mouillère, dit M. Massé. Le D^r Chevallier insiste encore pour conserver M. Massé. Mais déclare qu'il prendra le temps et acceptera s'il est élu. Mais ne pose pas sa candidature. Tout le monde comprendra qu'il ne puisse collaborer avec M. Mouillère. Comme avec M. Massé. Les autres au moins n'ont pas fait coller des affiches sur les murs contre lui.

Les tractations durèrent jusqu'à la dernière minute mais finalement G. Chevallier fut élu maire, le 11 février 1950, sans réelle difficulté. Il affirma : *je ne veux être qu'un administrateur et non le représentant d'un parti politique.* Gaspard fut désigné premier adjoint, Fisseau



Fig. 5 : Gabriel Chevallier (coll. part).

second. Si le maire avait changé, le PCF était toujours relégué dans l'opposition (fig. 5).

Cette péripétie municipale laissait une image confuse : un maire RPF (Massé) démissionnaire laissait la place à son adjoint, élu MRP en 1947 (Chevallier), tandis que l'autre adjoint, RPF (Gaspard), se refusait pour accepter finalement d'être premier adjoint. Le nouveau maire (Chevallier) ne pouvait envisager de travailler avec Mouillère comme adjoint alors que celui-ci avait été le mieux élu sur la liste MRP. Le rendez-vous municipal suivant verrait le premier adjoint, ex-RPF, faire liste commune avec l'ex-MRP qui rêvait d'être calife à la place du calife Chevallier. Dans cette guerre politique de tranchées, les fossés idéologiques se comblaient très vite devant les ambitions personnelles...

UNE OPPOSITION DIVERSIFIÉE

Le conseil municipal vécut quelques séances homériques, animées par les élus communistes et leurs soutiens. Dès le 20 février, les premiers éclats fusèrent

à propos de la sépulture de Marcel Bisault que le nouveau maire voulait reléguer dans les questions diverses, au grand dam des élus communistes : abandon de la table des délibérations par R. Hamel et ses amis ; chahut dans le public ; appel à la police ; retour progressif des élus communistes en fin de séance⁶ (fig. 6).

Les incidents émaillant les séances du conseil municipal ne se produisirent pas qu'avec les élus communistes. En août 1951, le climat devint à nouveau orageux lorsque le maire proposa d'augmenter l'aide à l'école libre pour le chauffage. France Émond protesta. G. Chevallier lui répondit *qu'il n'admettait pas les termes dont elle avait usé quelques instants auparavant* : celle-ci quitta la séance. R. Hamel dénonça la discourtoisie du maire⁷.

1952 vit encore le tonnerre de la discorde gronder sur plusieurs séances. Le 19 mai, les incidents s'enchaînèrent si bien qu'on délibéra jusque vers 2 h du matin.

Conseil municipal. 10 février 1950

Affiches le 10 fév. - jusqu'au 14 fév.
« Par haine de la classe ouvrière », ...

Leveurs. 1° Affiches blanches
2° Apposés sur les monuments publics.

Menaces antérieures
à Mr. Leleu

Quelle que soit votre décision
le corps sera transporté à la Bourse du Travail
Si vous ne donnez pas l'autorisation
nous passerons outre
et pour nous en empêcher il faudrait
que vous ameniez 2 ou 3 Compagnes de CRS

2: M^e Terny. et
On a envisagé un ordre de débrayage à 5 h
& une manifestation devant la mairie
Contre le Maire
Je dois dire que Mme Bisault était
tout à fait opposée

M^r. Souriau : J'ai l'ordre sans ma
pochette. Je ne le lancerai pas mais
je ne réponds pas de ce que feront
les troupes

Fig. 6 : Notes écrites par Gabriel Chevallier (archives « Chevallier »).

• Ce fut d'abord une intervention de Mouillère, au nom de feu J. Duverger : *je proteste, M. le Maire, contre les paroles que vous avez prononcées au cours d'une réunion de l'Union commerciale et artisanale à propos de la déviation. Vous avez affirmé qu'à l'époque où il fut question pour la première fois de la déviation de la route nationale 10, la municipalité d'alors n'avait rien fait pour éviter cette menace. Or M. Duverger alla voir le ministre compétent avec une contre-proposition qui permettait d'amener les touristes jusqu'au pont Chartrain d'où ils pouvaient se diriger ensuite vers les Grands Prés*⁸. On voyait émerger une pomme de discorde qui n'avait pas fini d'agiter les conseils municipaux.

• La question des aménagements sportifs fit encore bouger les lignes : *M. Lorcet propose donc que les Grands Prés soient convertis en centre sportif, qui posséderait, outre la baignade, un stade, un terrain scolaire, des terrains de basket, de volley, de tennis et une salle municipale des fêtes, laquelle pourrait être également utilisée pour des réunions sportives.* L. Gaspard, opposant de service, mit en avant le souci d'économie, des impossibilités techniques, privilégiant le stade de Saint-Ouen. Au moment du vote, Chevallier et les conseillers MRP ligués avec les socialistes et les communistes firent adopter le projet Lorcet.

Mais une nouvelle force politique s'implantait à droite, notamment en Loir-et-Cher. Né en 1949, le Centre national des Indépendants devint Centre national des Indépendants et Paysans en 1951 : *Selon ses fondateurs, les règles démocratiques ne sont pas respectées par la IV^e République. Elles veulent que l'électeur fasse lui-même le choix des personnalités appelées à jouer un rôle à Paris. [...] le CNI constitue la première tentative d'organisation de la droite traditionnellement répartie en une multitude de petits mouvements*⁹. La résurrection d'un mouvement de droite puissant était inévitablement un signe de déclin pour le MRP.

1953

L'IMPENSABLE DÉFAITE

Les premiers mois de 1953 firent renaître la grande fièvre des élections municipales. *Le Vendômois* annonçait dans son édition du 26 mars, une « liste indépendante des intérêts communaux » avec un trio de tête : Gaspard – Julien Leleu – Mouillère ; le dernier avait quitté avec armes et bagages le camp du D^r Chevallier, dont une liste était annoncée comme probable. Dès le début d'avril, la campagne électorale sentait la poudre. Dans *Le Vendômois* du 2, L. Gaspard annonçait la couleur : *Dans la presse régionale du 1^{er} avril – et ce n'est pas une farce – le D^r Chevallier explique pourquoi*

8. *Ibid.*, 22 mai 1952.

9. ELGEY (G.) – *La République des Illusions*, 1945-1951, Paris, Fayard, 1965, p. 625.

6. *Le Vendômois*, 23 février 1950.

7. *Ibid.*, 30 août 1951.

il y aura aux élections municipales du 26 avril, deux listes modérées en présence.

[...] Nous avons, le D^r Chevallier et moi-même, discuté depuis longtemps des élections municipales et c'est moi qui ai insisté pour qu'il provoque une réunion des conseillers sortants modérés. Cette réunion eut lieu dans le cabinet du maire et les conseillers présents étaient à peu près tous animés du désir de faire une liste d'union. Successivement, chacun exposa son point de vue, et véritablement pas grand-chose ne les séparait. [...]

Lorcet aurait alors joué le rôle du bouffon : M. Lorcet nous distribua une longue lettre qu'il commenta longuement. Il prétendait qu'il fallait désigner à l'avance le maire, les adjoints et même les présidents des grandes commissions. C'est-à-dire qu'on faisait la petite cuisine à l'avance et qu'on servait aux électeurs un plat tout préparé. Le D^r Chevallier ayant cru donner un avis favorable à cette combinaison, j'ai demandé quelques jours de réflexion. Il fallait au moins cela pour digérer cette couleuvre. Comme il fallait s'y attendre cela ne fut pas du goût des conseillers et, reprenant leur liberté, ils me demandèrent de présenter une liste.

Il n'est pas inutile d'examiner l'argumentaire du D^r Chevallier développé dans *La Nouvelle République* le 1^{er} avril 1953. Fidèle à son habitude, il commençait par un bref historique : 1°) *En 1947, il n'y a pas eu de liste MRP. J'ai présenté une liste qui avait pour titre : « liste républicaine d'action communale et familiale » où se sont groupés les candidats qui ne voulaient pas se présenter sous l'étiquette d'un parti politique, c'est sur cette liste que s'est présenté M. Mouillère, lorsqu'il a dû renoncer à constituer une liste personnelle.* Cette précision confirmerait donc que L. Mouillère avait des ambitions personnelles dès cette époque.

2°) *Cette année encore, je forme une liste sans étiquette politique sur laquelle peuvent se présenter des hommes d'opinions différentes à condition qu'ils s'intéressent à l'administration de leur cité. Mon désir aurait même été de faire une liste de large union qui groupât des membres de tous les partis politiques nationaux, depuis le RPF jusqu'aux socialistes, aussi bien que des hommes n'ayant pas d'appartenance politique. J'avais pensé que l'équipe sortante pourrait servir de cadre à un nouveau conseil qui poursuivrait l'œuvre commencée. [...]*

C'est la raison pour laquelle, le 10 mars, j'ai fait une réunion de conseillers municipaux sortants. Les socialistes m'avaient donné leur accord. J'ai demandé aux autres : 1°) Quels étaient ceux qui accepteraient de faire partie d'une telle liste d'union ; 2°) Ceux qui préféreraient ne pas se représenter ; 3°) Si quelques-uns désiraient faire une autre liste. Le bruit courait en effet que l'un des conseillers sortants préparait une liste avec l'appui de M. Boisrond. Ce conseiller¹⁰, interrogé,

*n'a pas déclaré qu'il faisait une liste. Plusieurs des conseillers présents se sont déclarés partisans de la liste unique. [...]*¹¹.

Quatre listes furent appelées à s'affronter :

- «Liste indépendante des intérêts communaux», menée par Mouillère, Gaspard et Julien Leleu. On y trouvait aussi le pharmacien Savoie, le fourreur Mac-Leod, le pâtissier Bouard, l'imprimeur Garillon ;
- «Liste républicaine d'union pour l'administration municipale» : les têtes de liste étaient Chevallier, Lorcet, Croyère ;
- F. Émond et L. Violette dirigeaient la liste du parti socialiste SFIO, intitulée «Liste d'union républicaine et socialiste» ;
- la «Liste d'union ouvrière et démocratique» du Parti communiste français alignait notamment Souriau, Hamel, Jean Leleu, Le Fur, Mme Bisault.

Comme toujours en temps de désunion politique, trois listes sur quatre avaient intégré le terme « union » dans leur intitulé...

Dans son éditorial du 16 avril, «Aux électeurs municipaux de Vendôme», Gaspard ne pouvait se retenir de lancer une pique : *La liste du D^r Chevallier – ni chair, ni poisson – quelques MRP, quelques apolitiques tout étonnés de se retrouver là, quelques RPF sans rancune contre leurs adversaires, mais furieux contre leurs amis. L'équipage de cette galère ne paraît pas avoir le pied marin. Nous lui souhaitons bon voyage. Pourvu que la mer soit calme...*

Le 23 avril, *Le Vendômois* publiait une « gasparnade », un article où il saluait plus ou moins ironiquement ses collègues du conseil sortant. Après avoir cité ceux qui renonçaient, il en venait à ceux qui nourrissaient encore des ambitions : *Mais il y a les anciens qui veulent redevenir des nouveaux, et c'est à ceux-là que je veux adresser un adieu, car, après tout l'électeur dispose.*

Adieu, Raymond Hamel, spécialiste des vœux au Gouvernement, défenseur des travailleurs, des rentiers, des pauvres, des riches, des faibles, des puissants, des vieux, des jeunes, des locataires, des propriétaires, de tout et de rien, et sonneur de cloches par surcroît. [...]

Adieu, Madame Émond, vos interventions venaient du cœur. Vous vous êtes fait rabrouer quelquefois par le patron, mais la fumée de vos cigarettes cachait l'ennui que vous pouviez en avoir. [...]

Adieu, Fisseau – saint Albert – tu n'as donné que deux ou trois fois ta démission et tu as protesté bien des fois. Tu t'es porté au secours de tous ceux qui demandaient quelque chose, sans penser qu'il était souvent nécessaire de freiner [...].

10. Un brouillon du texte de l'article précisait clairement M. Mouillère, nom barré pour être remplacé par *Ce conseiller*.

11. Un paragraphe du brouillon de cet article affirmait : *Le dimanche 15 mars j'ai appris de M. Gaspard qu'il prenait la tête d'une liste sur laquelle se présentait M. Mouillère. L'opinion du partisan de deux listes et non d'une seule ou de trois avait donc prévalu..., au moins provisoirement. Dans ces conditions les Socialistes ne pouvaient que reprendre leur liberté, Archives de G. Chevallier.*

Adieu, Maurice Esnault, qui quittez une équipe où vous n'aviez que des sympathies, pour entrer dans une autre, sans raison et surtout sans espoir. Vous rappelez-vous que votre slogan était : « À bas le MRP ! » ? Vous l'avez répété pendant cinq ans et pendant cinq ans, avec une ténacité à laquelle je rends hommage, vous avez fulminé en termes souvent peu académiques contre le D^r Chevallier et contre Lorcet. Sans doute changerez-vous de rengaine...

Adieu Lorcet, aux fastueux projets olympiques, vous étiez le Coubertin de Vendôme, mais nous n'avions ni l'argent des Parisiens, des Bordelais ou des Toulousains, ni leur goût du grandiose.

Au revoir Leleu, Cormier, Mouillère, Savoie. Nul ne vous discuta, vous étiez les sérieux, ceux qu'on écoutait et dont on suivait les avis. Pourquoi ne reviendriez-vous pas ?

Restait le plat de résistance, Gabriel Chevallier : Enfin adieu, M. le Maire, vous vous en êtes donné à cœur joie. Votre goût de la discussion, de la dissection même – si j'ose dire – a été comblé. Vous avez pu nous exposer vos projets, vos désirs, vos opinions en long et en large. Vous nous avez prouvé par vos dissertations des quantités de choses, et quand nous étions convaincus, vous nous avez prouvé le contraire. [...] Vous avez étudié un siècle de vie municipale. Avec un éclectisme remarquable, vous avez potassé d'innombrables questions. Vous avez noirci un nombre considérable de calepins. Vous avez enregistré des kilomètres de paroles. [...] Mais avez-vous été dans le cœur des Vendômois ?¹²

Ce petit portrait du chirurgien-maire, brossé par un de ses rivaux politiques, n'a que valeur relative de témoignage. Confronté à d'autres sources, il paraît bien confirmer certains traits de la personnalité de G. Chevallier : puissance de travail, excellente mémoire confortée par une documentation dense sur tout ce qui pouvait toucher la vie municipale, large curiosité d'un esprit pointilleux, extrême vivacité dans la discussion et l'argumentation...

Un manuscrit de ses archives mettait en cause la partialité du Vendômois : « *Le Vendômois* », journal d'information n'a publié que la liste de M. Gaspard et enregistre les citations du grand homme. [...] « *Louis Gaspard vous parle* », on se croirait à la BBC. Mais plus que tout autre, c'était Mouillère qui était visé : En 1947, M. Mouillère ne réussissant pas à faire sa liste demanda une place au D^r Chevallier sur la sienne. Le lendemain des élections M. Mouillère venait trouver le D^r Chevallier pour lui dire qu'il ne formerait pas équipe avec lui. Les électeurs jugeront l'élégance du geste. En 1948, au premier tour de l'élection au Conseil général, le D^r Chevallier, conseiller sortant, arrivait en tête des candidats nationaux. Devant le danger communiste les autres candidats se retirèrent. Au deuxième tour M. Mouillère se présentait. S'il avait eu le succès,

12. *Le Vendômois*, 23 avril 1953.



Fig. 7 : Indépendant de Loir-et-Cher, 24 avril 1953.

s'il y avait eu égalité de voix entre lui et le D^r Chevallier, le candidat communiste était nommé. Les électeurs jugeront où peut conduire l'ambition d'un homme. Cette année c'est encore M. Mouillère, parce qu'étant conseiller municipal depuis plus de vingt ans il veut être maire, qui le premier a voulu faire une liste à part (fig. 7).

L'Indépendant de Loir-et-Cher – journal des Indépendants-Paysans, dont les chefs de file étaient Bruyneel et Boisrond – lança, le 24 avril, un véritable brûlot contre Chevallier, sous le titre « Votre soupe (électorale) était trop gratinée !... Docteur Chevallier ! » : Il faut regretter – et en même temps dénoncer – les manœuvres sans grandeur qui ont empêché à Vendôme, la constitution d'une liste municipale d'Union totale des Républicains. Deux hommes ont mené le jeu à des fins personnelles, anéantissant toute possibilité d'un large accord – en dehors des partis politiques et des Amis de feu Joseph – pour une administration efficace de la ville. Ce sont MM. le Docteur Gabriel Chevallier, ancien parlementaire MRP qui aspire secrètement à le redevenir, oubliant qu'il obtint l'écharpe de maire grâce à l'appui des Indépendants, et Raymond Lorcet, autre MRP notoire et dictateur au Logement. L'un et l'autre – le second n'étant que l'ombre du premier nommé – ont cru, jusqu'au dernier moment, que les Républicains Indépendants tremperaient, ne fût-ce que le bout de leur petit doigt, dans la soupe (électorale) qu'on avait fait mijoter à leur intention !

Au cœur de cet article, un petit encadré visait à faire monter le rouge au front du D^r Chevallier ; il était intitulé « Pour se maintenir à la mairie, le Docteur Chevallier acceptera-t-il les voix des conseillers staliniens ? » : Un bruit court avec persistance à Vendôme : il paraît que le Docteur Gabriel Chevallier – qui ne se fait aucune illusion sur le succès de sa liste MRP et RPF – ne refuserait pas, s'il est réélu conseiller municipal, le concours des voix communistes pour conserver l'écharpe de maire. Ce ne fut pas le rouge de la honte qui monta au front de G. Chevallier, mais celui de la colère. Le verdict des urnes fut sans surprise majeure¹³.

13. *Ibid.*, 3 mai 1953.

Liste «Mouillère»	Liste «Chevallier»	Liste PCF	Liste SFIO
Mouillère Louis, 2382*	Croyère Paul, 1826	Souriau André, 1756	Émond France, 1006
Cormier René, 2198	Chevallier Gabriel, 1644	Hamel Raymond, 1713	Violette Lucien, 949
Leleu Julien, 2193	Lorcet Raymond, 1621	Leleu Jean, 1613	Yvon Gérard, 825
Gaspard Louis, 2110	Cottet Maurice, 1534	Bouvard Michel, 1518	
Savoire Roger, 2012	Esnault Maurice, 1454	Preslier Maurice, 1434	
Launay François, 1909	Bourgoin Madeleine, 1397	Trébuquet Georges, 1143	
Bigéard André, 1807			
Bellanger Georges, 1694			

* Nombre de voix obtenues.

Le nouveau conseil municipal.

Ces résultats traduisent une stabilité certaine dans le rapport des forces politiques locales : prédominance maintenue au groupe issu de la mouvance RPF ; bonne tenue de la liste Chevallier et du courant MRP, pratiquement à égalité avec les élus communistes ; toujours distancée mais en léger progrès, la SFIO.

Restaient à choisir le maire et ses adjoints. Louis Mouillère, avec un score remarquable, nourrissait de légitimes ambitions. Ouvrons vite l'édition du Vendômois, au compte-rendu de cette opération : le socialiste Gérard Yvon a été élu maire de Vendôme ! Incroyable ! Le monde renversé quand on pense que cet enseignant venait d'être élu en dernière position, avec 825 petites voix (alors que Mouillère en recueillait 2382)... (fig. 8).

L'arithmétique offrait plusieurs solutions au vu de la composition du conseil municipal. Mouillère était le mieux placé : si chaque groupe soutenait son candidat, il venait en tête ; si une entente intervenait entre les listes «Mouillère» et «Chevallier», il avait toutes ses chances, mais ce pouvait aussi être le cas du D^r Chevallier ; en cas de mésentente à droite, socialistes et communistes pouvaient s'entendre sur le nom d'un de leurs conseillers et atteindre neuf voix, ce qui semblait assez improbable. L'événement avait déplacé la foule : *Un public extrêmement nombreux se pressait dans la salle des séances du conseil municipal. Il débordait*



Fig. 8 : Gérard Yvon et ses élèves, école Francis Brethau (coll. part).

même jusque dans les couloirs intérieurs et les jardins de l'hôtel de ville, les rebords des fenêtres ayant reçu, eux aussi leur part de spectateurs. Le moment venu, Mouillère fit connaître sa candidature. Croyère annonça celle du D^r Chevallier, Jean Leleu celle de Souriau et F. Émond celle de G. Yvon.

Le premier tour de scrutin fut sans surprise : Mouillère 8 voix ; Chevallier 6 voix ; Souriau 6 voix ; Yvon 3 voix. Chaque groupe avait scrupuleusement voté pour son candidat. Le second tour donna un résultat identique. Avec le troisième, les données évoluaient puisque la majorité relative assurait l'élection. Le résultat fut un véritable coup de tonnerre : Gérard Yvon 9 voix, Louis Mouillère 7 et Gabriel Chevallier 6. Communistes et socialistes avaient capitalisé leurs 9 voix sur le nom d'Yvon, tandis que la division avait persisté dans l'autre camp. L'unité se refit à droite pour le choix des adjoints : Chevallier, Gaspard, Julien Leleu et Croyère. Le nouveau maire socialiste était solidement encadré par l'ancienne majorité, mais il était tout de même dans le fauteuil principal...

Dans son édition des 13 et 14 mai 1953, *La Nouvelle République* présentait une analyse intéressante du scrutin : *On a dit que l'élection de M. Yvon n'avait été rendue possible que par certaines intransigeances. Il est bien certain que l'accord entre les listes Gaspard et Chevallier pouvait être réalisé. Mais une question de prestige était en jeu. Le D^r Chevallier, maire sortant, pouvait légitimement estimer n'avoir pas démerité, puisque non seulement il était personnellement réélu, mais que sa liste obtenait deux sièges de plus que lors des précédentes élections municipales.* Il semblerait donc qu'à Vendôme, des enjeux divers s'entrecroisaient qui poussaient les chefs de file de la droite à croiser le fer, ouvertement ou en sous-main ; et sans doute ne prirent-ils pas suffisamment garde au message des électeurs : *Quoi qu'il en soit, les électeurs devaient se prononcer sans ambiguïté en marquant sur cette liste une nette préférence pour M. Mouillère. Celui-ci, bien que troisième de liste, arrivait en tête de tous les élus et il pouvait dès lors prétendre devenir le premier magistrat de Vendôme. Non seulement ses colistiers, mais encore de nombreux « supporters » entendaient d'ailleurs bien qu'il le devienne.*

Aucune liste n'ayant eu la majorité suffisante pour imposer son candidat, une alliance était inévitable. La liste Chevallier était la seule à se trouver dans une position charnière, pouvant se tourner vers sa droite ou vers sa gauche.

LES ABSENTS ONT-ILS TOUJOURS TORT?...

La vie municipale vendômoise fut immédiatement bloquée par les quatorze élus «nationaux». La politique de la chaise vide pratiquée dès la première réunion par une opposition majoritaire pouvait avoir des effets dévastateurs. G. Yvon fit alors une déclaration solennelle : *J'ai le regret de constater que 14 de nos collègues conseillers municipaux n'ont pas cru devoir assister à cette première séance du conseil. Je déplore cette opposition venant de personnes qui, à maintes reprises, avaient déclaré vouloir être des administrateurs sans souci politique. [...]*

J'adresse donc un pressant appel à tous mes collègues modérés pour qu'ils m'aident dans cette entreprise en m'apportant leur collaboration loyale et éclairée. Si cette collaboration m'était refusée, cela aurait pour conséquence de nuire gravement aux intérêts des Vendômois. Je ne veux pas croire que ceux qui, si souvent, ont dit placer l'intérêt de la ville au-dessus des mesquines querelles personnelles se refusent à monter sur le bateau parce qu'il a changé de capitaine¹⁴ (fig. 9).

Le 20 mai, non seulement les chaises de l'opposition étaient toujours vides, mais G. Chevallier écrivit ce jour-là sa lettre de démission. Le Vendômois du 21 mai décrivait la stratégie débouchant sur le retrait des quatorze : *Une démission immédiate des quatorze des listes Gaspard et Chevallier aurait pu être interprétée comme un acte irréflecté de mauvaise humeur. La majorité nationale du Conseil a pensé que le maire socialiste, élu par surprise avec les voix communistes qu'il repoussait dans l'affiche électorale de son parti, réfléchirait et n'accepterait pas son élection, car en fait, outre qu'il est le dernier des élus avec 825 voix, il n'a que deux colistiers au Conseil. Curieuse proposition, qui signifiait en substance : M. le maire, nous n'accepterons de collaborer avec vous que si vous démissionnez...*

Le nouveau maire rendit publique sa réponse : *Comme suite à la réunion tenue dans mon bureau et après avoir consulté de nombreux amis, j'ai l'honneur de vous informer qu'il n'est pas dans mon intention d'abandonner le mandat qui m'a été confié. C'est une charge que je n'ai pas recherchée, j'entends m'y consacrer de toutes mes forces et au-dessus de tout parti pris politique, faire œuvre d'administrateur pour le bien de tous [...]¹⁵ (fig. 10).*

14. *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, 18 mai 1953.

15. *Ibid.*, 16/17 mai 1953. Le 14 mai, Gérard Yvon avait envoyé ce texte à Gabriel Chevallier.

Le retrait de plus de la moitié du conseil entraînait inévitablement de nouvelles élections à court terme. *Le Vendômois* en profitait pour donner le ton de la campagne menée par l'ex «majorité nationale» : *Main-tenant, si la situation s'est politisée du fait de l'action communiste, du moins elle devient claire : d'un côté les nationaux au cœur vraiment français, d'autre part les socialistes avec, à leur côté, les communistes qui, eux, ne songent, même sur le plan de l'administration municipale, qu'à tout troubler dans notre pays, pour finalement le soumettre à la férule de Moscou, dont on apprend tous les jours les abominables procédés de dictature.*

Le 3 juin, G. Chevallier donnait à K. Loustau des informations sur les récents événements vendômois :

Mon cher Député,

Je pense que vous êtes au courant de la situation à Vendôme. Démission des deux listes Gaspard-Chevallier.



Fig. 9 : *L'Indépendant de Loir-et-Cher*, 15 mai 1953.

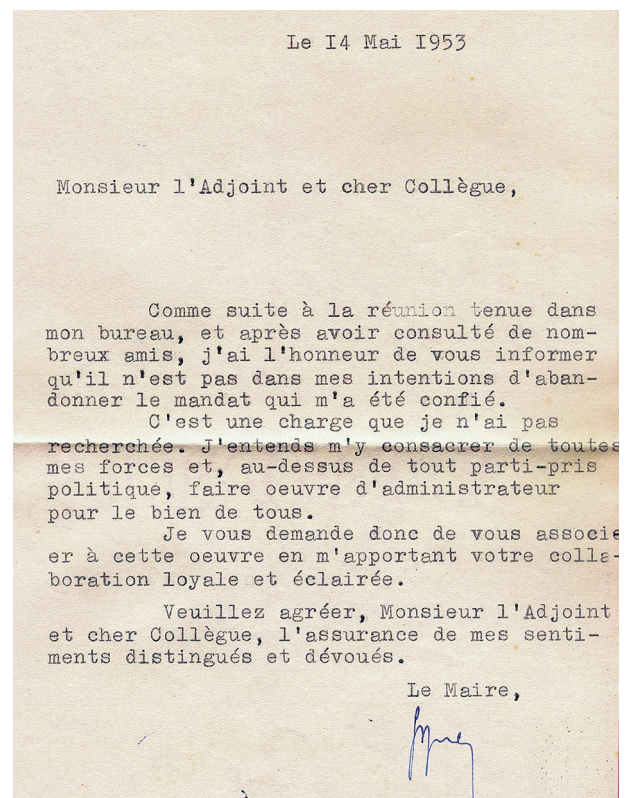


Fig. 10 : Lettre de Gérard Yvon à Gabriel Chevallier (archives «Chevallier»).

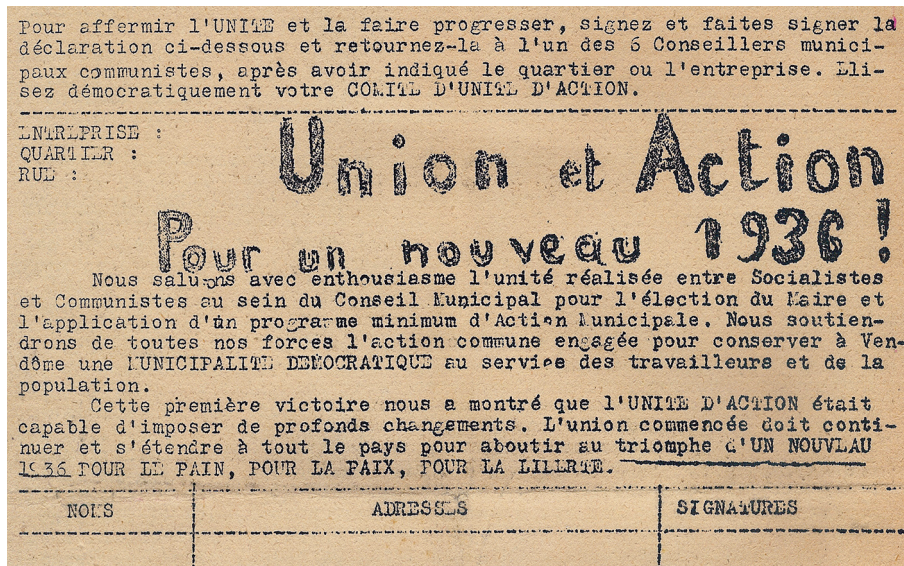


Fig. 11 : *L'Unitaire*, bulletin de la section vendômoise du PCF, mai 1953 (archives «Chevallier»).

*Proclamation des quatre suivants des deux listes. Démission de ces huit nouveaux conseillers. Nouvelles élections fixées au 21 juin. Je vous remercie de ce que vous avez fait. J'ai essayé moi-même de m'entendre avec M. Yvon et nous avons eu plusieurs conversations dans ce but. Les instituteurs m'ont expliqué que M. Yvon pouvait difficilement démissionner à cause de la solidarité professionnelle. Ils sont à peu près tous de la CGT. Ces instituteurs n'auraient pas compris*¹⁶.

DE NOUVELLES ÉLECTIONS

Les élections furent fixées au 21 juin. Dans *Le Vendômois*, Gaspard se montrait discret et F. Launay rédigeait l'essentiel des articles en faveur de la «liste d'union et d'action municipale». L'ennemi à abattre était le PCF; les communistes avaient été à la manœuvre pour porter G. Yvon dans le fauteuil de maire et ils le proclamaient eux-mêmes : [...] *c'est la section de Vendôme qui vient de montrer que nous avons vu juste et que la collusion socialo-communiste doit être déjouée. En effet cette section, dans un tract surmonté de la faucille et du marteau bolcheviques, raconte comment, au cours d'une réunion commune précédant le scrutin de nomination du maire, communistes et socialistes, après avoir envisagé de faire élire un communiste, s'étaient rabattus sur la candidature de M. Yvon. Et le tract d'ajouter : «Grâce à l'action des communistes, l'unité était réalisée pour un nouveau 1936.»* C'est bien là, à des fins politiques, la reconstitution du Front populaire de sinistre mémoire avec ses troubles sociaux¹⁷ (fig. 11).

16. Archives de G. Chevallier.

17. *Le Vendômois*, 28 mai 1953.

Le «tract» en question était *L'Unitaire*, bulletin de liaison de la section de Vendôme du PCF, qui détaillait sa version des faits : *Après les élections du 26 avril, la section de Vendôme du Parti communiste français proposa à la section socialiste une réunion pour définir un programme commun d'action municipale et pour élire en commun maire et adjoints. La section socialiste accepta notre proposition et le mercredi 6 mai, avant l'élection de la municipalité, conseillers municipaux socialistes et communistes se réunissaient.*

Une fois l'accord réalisé, restait la question du maire : *Nos camarades demandèrent que l'élection se fasse, compte tenu du nombre des élus de chaque parti [...]; nos camarades proposèrent aux trois conseillers socialistes de voter pour Gérard Yvon maire et pour deux communistes pour les postes de 1^{er} et de 2^e adjoint*¹⁸.

De son côté, G. Chevallier confiait son amertume, après le premier tour, à un de ces précieux brouillons conservés dans ses archives : *J'ai vu hier, tant à Blois qu'à Vendôme, un certain nombre de personnalités qui m'engageaient à ne pas me présenter. On a fait contre moi une campagne effroyable et l'on continue. Une liste a été faite dans le but unique de me déboulonner. [...]*

On me dit : Comment voulez-vous faire comprendre que c'est M. Mouillère qui a tort, quand M^e Croyère dit que ce sera un excellent maire. Il ne s'agit là que d'un brouillon, confident d'un instant, peut-être renié le lendemain, mais les dernières phrases jetées sur ce papier traduisent le désarroi d'un homme, se sentant trahi et victime d'un vaste complot ourdi par ceux qui auraient dû être ses alliés...

La tête de la «liste d'union et d'action municipale» était occupée, sans surprise, par L. Mouillère, épaulé

18. Archives de G. Chevallier.

URRM*1	UAM*2	UOD*3
Yvon Gérard, 2 798*4	Croyère Paul, 2 750	Souriau André, 1 698
Émond France, 2 495	Mouillère Louis, 2 707	Hamel Raymond, 1 655
Violette Lucien, 2 405	Leleu Julien, 2 583	Leleu Jean, 1 641
Lasneau Robert, 2 129	Cormier René, 2 534	Bouvard Michel, 1 543
Jarry Marcel, 2 025	Cottet Maurice, 2 339	Prellier Maurice, 1 473
Dursap Petrus, 1 923	Launay François, 2 251	
Vaudor Marceau, 1 681	Esnault Maurice, 2 233	
Desœuvres Pierre, 1 649	Bourgoin Madeleine, 2 205	
	Tricaud Pierre, 2 183	
	Roger Albert, 2	

*1 URRM : Union républicaine de rénovation municipale (SFIO).
 *2 UAM : Union et action municipale.
 *3 UOD : Union ouvrière et démocratique (PCF).
 *4 Nombre de voix obtenues.

Le nouveau conseil municipal de Vendôme

par Julien Leleu et Gaspard. Le grand absent : le D^r Chevallier. Selon *Le Vendômois*, il a préféré se consacrer tout entier à son mandat de conseiller général déjà très absorbant ; et l'hebdomadaire s'empressait de préciser que cela ne nuisait en rien à la cohérence de la liste : de fait, Madeleine Bourgoin, Croyère, Esnault, Cottet, anciens colistiers élus de Chevallier, rejoignirent la liste d'union¹⁹. G. Chevallier a certainement beaucoup hésité avant de prendre sa décision. En témoigne un brouillon conservé dans ses archives : la page est divisée en deux colonnes, celle de gauche étant titrée « Pourquoi je me suis retiré » et celle de droite « Pourquoi je me suis maintenu ».

Les électeurs de Vendôme semblaient se désintéresser d'un scrutin imposé quelques semaines seulement après le précédent : *La campagne électorale va bientôt s'achever à Vendôme sans avoir, pourrait-on dire, commencé [...]. En fait, tout se passe comme si les Vendômois restaient indifférents à la consultation électorale de dimanche [...].*

L'électorat vendômois ne dormait que d'un œil, guettant l'effet des manœuvres tactiques et des tractations souterraines : *Les communistes sont pour « un nouveau 36 ».* *Leurs vœux vont naturellement à une nouvelle majorité. Ils signalent dans quelles conditions ils ont été appelés à voter pour M. Yvon et précisent qu'un accord est intervenu le 12 juin avec les socialistes pour la défense en commun d'un programme municipal [...].* Un accord existait donc, mais l'essentiel des choix politiques était reporté dans une phase postélectorale. D'ailleurs, les socialistes semblaient avoir renoncé à regret à une alliance avec leurs voisins modérés : *De leur côté les socialistes disent : « Nous avons adressé un appel aux conseillers démissionnaires qui avaient pourtant déclaré dans leur circulaire électorale : “ Sur notre liste, il n'y a pas de sectaires, pas de fanatiques. Il n'y a que des braves gens qui considèrent qu'une ville doit être gérée comme une affaire privée ”.* *Cet*

*appel a été repoussé et nous nous sommes aperçus qu'il y avait loin des paroles aux gestes. Mais pourquoi n'ont-ils pas voulu nous laisser à l'œuvre pour nous juger ensuite ? Avaient-ils donc peur que nous fassions plus en quelques mois qu'eux en six ans ?*²⁰

De son côté, la liste de droite campait sur ses positions, convaincue que son unité suffirait à lui assurer une majorité sans recourir à une alliance. Dans son édition du 20 juin, *La Renaissance du Loir-et-Cher* apportait son appui à la liste « Mouillère » dans une « Lettre ouverte de “ La Renaissance ” aux Vendômois » : *Il est bon que vous sachiez que dans tout le département on aura les yeux fixés sur vous. [...]*

S'abstenir ou rayer des noms sur l'unique liste d'esprit chrétien, combinaison des deux tendances de la majorité qui se présente à vos suffrages, serait faire le jeu des socialistes et des communistes. Est-ce cela que vous voulez ? On ne joue pas avec le feu, surtout quand il y a des matières inflammables à proximité : or aujourd'hui le corps social est inflammable, le corps politique est inflammable.

Un tract socialiste dactylographié, concis mais combatif, développait un argumentaire critique proche de celui du PCF : *Tous les Vendômois ont compris qu'il s'agissait de mesquines rivalités de personnes : leur campagne électorale l'a bien prouvé. Ils ont refusé de siéger avec Gérard Yvon, socialiste, entouré de quatre adjoints de leur choix pour l'unique raison que le siège de maire leur échappait. Mais à qui la faute ? Ils n'ont pu s'entendre. [...] Ils veulent la mairie ! Mais ils ont compté sans votre bon sens. Dimanche 21 juin, vous leur montrerez que vous avez compris et vous direz ADIEU À CES COMÉDIENS !*

Les positions n'avaient guère bougé, hormis la constitution de la liste unie à droite. La rumeur d'absentions nombreuses serait-elle une réalité le jour du vote ? Le 21 juin, il n'y eut que 86 votants de moins

19. *La Nouvelle République*, 13/14 juin 1953.

20. Profession de foi de la « Liste d'Union républicaine de Rénovation municipale », Archives de G. Chevallier.

par rapport au scrutin précédent qui avait mobilisé 80 % des électeurs. Signe que la population suivait de près les derniers événements municipaux. Les résultats installèrent un conseil municipal qui n'était pas tout à fait celui rêvé par Mouillère et *Le Vendômois*.

Ce scrutin est riche d'enseignements :

- en quelques semaines, Gérard Yvon, l'élu sur le fil aux 825 voix avoisinait 2 800 suffrages ! Ce qui, de la dernière place le hissait à la première. Il ne saurait être question d'expliquer cette explosion par un enthousiasme pour sa gestion, puisqu'il n'avait même pas pu commencer à agir. Le message des électeurs était multiple : 1) les Vendômois lui accordaient le droit de faire ses preuves ; 2) ils n'étaient pas choqués outre mesure par l'entente entre socialistes et communistes, à condition que ces derniers ne conduisent pas l'attelage ; 3) ils augmentaient sensiblement le nombre d'élus socialistes et les suffrages obtenus puisque cinq dépassaient le score de 2 000 voix ;
- malgré le bon résultat personnel de plusieurs de ses figures de proue, la liste « Union et action municipale » ne retrouvait que dix sièges : elle n'obtenait pas la majorité, condition indispensable pour reconquérir le siège de maire. Signe fort par rapport aux années précédentes : L. Gaspard était éliminé ; il payait peut-être une attitude trop « politicienne » au cours des semaines précédentes. De quel poids avait pesé le retrait du D^r Chevallier ? Aurait-il fait gagner des voix à la liste ? N'aurait-il pas lui-même été sanctionné pour le couac du mois d'avril ?...

L'Indépendant de Loir-et-Cher, dans son numéro du 26 juin 1953, soulignait que l'entente à droite n'avait pas été cordiale, même à l'occasion du deuxième tour : *Nous dirons bientôt les manœuvres scandaleuses qui ont entraîné l'élimination de M. Gaspard. Le banquier vendômois s'était d'ailleurs confié à chaud au rédacteur de L'Indépendant : Je suis battu, soit. Mais je suis battu beaucoup plus par ceux que j'ai toujours protégés que par mes adversaires ;*

- un important rééquilibrage se produisait à gauche : la SFIO avait plus d'élus que le PCF dont aucun des candidats n'atteignait 2 000 voix. Les socialistes ne portaient plus le poids des insuffisances gouvernementales comme dans les premières consultations d'après-guerre. Aux côtés de G. Yvon, des hommes nouveaux montaient sur la scène politique locale, alors qu'un besoin de renouvellement se faisait sentir : Robert Lasneau, Marcel Jarry, Petrus Dursap feraient encore parler d'eux (**fig. 12**).

Le nouveau maire fut élu le 29 juin devant une nombreuse assistance. Comme au mois d'avril, il proclama sa volonté d'ouverture : *Je ne porte d'exclusivité contre personne ; ma candidature à un sens d'union dans l'action. Il y a beaucoup à faire. J'estime n'avoir pas à refuser de concours à ma droite comme à ma gauche*²¹.



Fig. 12 : Gérard Yvon et Robert Lasneau, lors d'une remise de coupes sportives (coll. part).

Là encore, les choses se sont déroulées selon une logique un peu étrange : G. Yvon trouvait face à lui un candidat communiste (bien qu'élu en avril grâce au soutien communiste) et reçut l'appoint des conseillers de la liste « Mouillère », ceux-là mêmes qui avaient tout fait pour le contraindre à la démission... *C'est par 18 voix contre 5 au candidat moscoutaire, M. André Souriau, ouvrier typographe, que M. Gérard Yvon, socialiste SFIO, directeur d'école, a été réélu, lundi soir, maire de Vendôme.* Il en alla de même pour le premier et le quatrième adjoint (socialistes). Croyère et Julien Leleu, candidats de la droite, furent élus aux autres postes. Bien qu'ayant soutenu G. Yvon, le groupe communiste n'obtenait aucun poste d'adjoint²².

Conclusion

L'élection municipale de 1953 aurait pu n'être qu'une de ces péripéties de la vie vendômoise où Clochemerle le dispute à la Comédie humaine balzacienne. Des ambitions rivales, des personnalités conflictuelles, échauffées par de vieilles rancœurs accumulées au fil des décennies, ont déjoué les pronostics électoraux et la logique des suffrages. Un conseiller socialiste, l'élu qui avait recueilli le moins de voix, s'installait dans le fauteuil de maire, au terme d'une élection qui avait vu la droite majoritaire. Or ce fut une rupture sur le long terme. L'arrivée de Gérard Yvon mettait fin à huit années où la direction des affaires locales était le pré carré d'hommes issus de la Résistance. Elle ouvrait une nouvelle ère où prédomina une direction socialiste modérée (Yvon, Chanet) ou issue de la sensibilité socialiste (Lasneau). Elle avait conquis le pouvoir local, grâce à l'alliance du PCF, dominant au sortir de la guerre et progressivement réduit à l'état de comparse. Cinquante ans après, Vendôme vit sans doute encore cette phase de son histoire politique (**fig. 13**).

21. *La Nouvelle République*, 30 juin 1953.

22. Pourtant, lors de la séance du 29 juin, les communistes étaient allés jusqu'à réclamer les postes de premier et de quatrième adjoint.



Fig. 13 : Gérard Yvon, lors d'une cérémonie à la porte Saint-Georges (coll. part).

Remerciements

Cette étude n'aurait pu être menée à bien sans de précieux concours : le D^r Constant a mis à disposition l'important fonds d'archives de G. Chevallier ; Jean-Paul Hamel a fourni des documents concernant son père. Claudie Raveneau, archiviste municipale de Vendôme ; Jacques Brunier et Daniel Leprêtre, successivement directeurs du centre hospitalier de Vendôme ; Anita Port, directrice, et Alain Dubois, responsable du fonds local et ancien de la Bibliothèque communautaire du pays de Vendôme ; Anne-Cécile Tizon-Germe, directrice des Archives départementales de Loir-et-Cher, ont permis d'enrichir le contenu de cet article : que toutes et tous soient assurés de ma reconnaissance.

